



**HAL**  
open science

# L'anticommunisme ou l'arme de la conquête du pouvoir politique

Václav Žák

► **To cite this version:**

Václav Žák. L'anticommunisme ou l'arme de la conquête du pouvoir politique: Cahiers du CEFRES N° 26, Mémoires du communisme en Europe centrale. Cahiers du CEFRES, 2001, Mémoires du communisme en Europe centrale, 26, pp.7. halshs-01162643

**HAL Id: halshs-01162643**

**<https://shs.hal.science/halshs-01162643>**

Submitted on 11 Jun 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Cahiers du CEFRES

N° 26, Mémoires du communisme en Europe centrale

Georges Mink (Dir.)

Marie-Claire Lavabre, Françoise Mayer, Antoine Marès (Ed.)

---

Václav ŽÁK

## L'anticommunisme ou l'arme de la conquête du pouvoir politique

---

Référence électronique / electronic reference :

Václav Žák, « L'anticommunisme ou l'arme de la conquête du pouvoir politique », Cahiers du CEFRES. N° 26, Mémoires du communisme en Europe centrale (ed.

Marie-Claire Lavabre, Françoise Mayer, Antoine Marès).

Mis en ligne en / published on : avril 2010 / april 2010

URL : [http://www.cefres.cz/pdf/c26f/zak\\_2001\\_anticommunisme.pdf](http://www.cefres.cz/pdf/c26f/zak_2001_anticommunisme.pdf)

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



## *L'anticommunisme ou l'arme de la conquête du pouvoir politique*

Václav Žák (rédacteur en chef de la revue *Listy*)

Le rôle que joue l'anticommunisme dans la transformation tchèque ne nous apparaîtra clairement que replacé dans un cadre plus général. Je vais tenter, dans cet exposé, d'esquisser ce cadre, puis de montrer comment le cas de la République tchèque s'y intègre.

Pour commencer, les pays communistes peuvent être caractérisés par :

- le monopole du pouvoir par le parti politique dominant, c'est-à-dire que l'on apporte aux problèmes politiques essentiels une réponse hors parlement, hors gouvernement ou hors cour constitutionnelle ;

- un système parlementaire virtuel ;

- une organisation centralisée de l'économie, avec une prééminence absolue de la propriété étatique ;

- une absence d'institutions d'économie de marché, et surtout d'un système efficace de propriété, donc de protection de cette propriété. Faisaient particulièrement défaut les banques et le savoir-faire lié au système bancaire (la capacité d'évaluer les objectifs entrepreneuriaux), le marché capitaliste, les institutions de surveillance des marchés financiers, ainsi que les moyens d'obliger à respecter les accords et contrats.

La transformation signifie donc changer les institutions politiques et économiques, créer de nouvelles institutions et changer les cadres et les liens au sein desquels elles fonctionnent. Un élément important de la transformation devrait être la mise en place de « sphères de motivation », c'est-à-dire d'un système qui permettrait de récompenser les comportements coopératifs et de sanctionner l'obtention d'avantages unilatéraux.

Je nomme transformation « gradualiste » un changement au cours duquel les institutions économiques ne se modifient pas parallèlement aux politiques. C'est par exemple le cas de la Chine, où les institutions de base d'une économie de marché sont mises en place dans un cadre politique qui ne change qu'imperceptiblement.

Il en alla autrement en Tchécoslovaquie – comme ailleurs en Europe centrale et orientale –, où le système politique s'est effondré, grâce à la *perestroïka* de Gorbatchev. La transformation devait être « intégrale », c'est-à-dire que le système politique et le système économique devaient se modifier simultanément, ce qui est une tâche extrêmement compliquée. Citons quelques-uns des principaux facteurs limitatifs :

- dans le domaine économique, le problème crucial était la domination quasi absolue de la propriété étatique et l'absence d'institutions indispensables au fonctionnement d'une économie de marché. Il convient de souligner ici que les institutions chargées d'enrayer les spéculations frauduleuses, comme par exemple la spéculation sur les actions du canal de Panama, ont mis plus de cent vingt ans, en Occident, pour être matures ;

- dans le domaine politique, il n'existait pas de partis organisés et transparents pour représenter les intérêts socio-politiques des citoyens ;

- dans le domaine social, l'opinion publique, les élites politiques et médiatiques, l'administration publique ne savaient absolument rien du fonctionnement d'une société libre. Les conséquences de la normalisation se firent particulièrement ressentir dans les sciences sociales : en République tchèque, rares étaient les juristes, les sociologues, les économistes, pour ne rien dire des politologues, qui connaissaient et dominaient suffisamment les théories sociales modernes pour pouvoir en faire l'axe directif, ou le point de repère, de la transformation en cours.

Or les changements institutionnels sont trompeurs. Pourquoi ? Deux raisons à cela. Si nous adoptons la définition de Douglas C. North : *toute forme d'encadrement que les gens*

*proposent pour façonner leurs relations mutuelles.* Nous remarquerons que les institutions ont pour tâche d'encadrer les relations sociales. Mais, dans une société post-révolutionnaire en effervescence, qui provoque la chute de la classe politique au pouvoir, les nouvelles élites n'ont pas forcément intérêt à mettre en place des institutions qui, bien que favorisant la concurrence loyale et la stabilité du système politique, n'en limitent pas moins la part qu'elles ont obtenue de haute lutte dans le combat politique. Elles peuvent au contraire chercher à se rendre maîtres des institutions de l'État et éviter ainsi de devoir en créer d'autres. *Surtout, un processus qui participe d'un gigantesque transfert de propriété peut, en l'absence d'institutions garantissant la transparence, jouer un rôle prépondérant dans l'apparition d'une corruption rampante entre la politique, les affaires et les médias.*

Ensuite, les institutions sont ancrées dans la tradition. À côté des règles formelles, des lois et autres règlements, elles sont soumises à des règles informelles, donc à des habitudes, à une culture, à des connaissances, etc. Alors qu'il est facile de changer les règles formelles, les règles informelles se modifient beaucoup plus lentement après l'avènement d'un nouveau pouvoir. Cela signifie, comme le dit Alexis de Tocqueville à propos de la Révolution française, que tout nouveau régime se construit sur les ruines de l'ancien. Il faut donc s'attendre, en économie et en politique, à une pérennisation de certaines règles du jeu héritées du régime précédent.

En d'autres termes, la transformation des pays post-communistes fut un saut de plusieurs décennies en arrière. Les problèmes auxquels ils furent confrontés ressemblaient à s'y méprendre aux problèmes rencontrés au début du siècle lorsque apparurent, en Autriche-Hongrie et dans d'autres pays, des banques, des sociétés anonymes et une Bourse, dans une économie de marché jusque-là non régulée, lorsque commencèrent à fonctionner de grands partis politiques et des moyens de communication de masse, processus qui s'accompagnèrent de crises économiques, d'une importante corruption de la sphère publique, d'une propagande populiste, c'est-à-dire d'un mélange explosif qui engendra les dictatures totalitaires du XX<sup>e</sup> siècle.

D'une certaine manière, l'année 1989 peut être comparée à la situation née de la Première Guerre mondiale. À cette époque, les nouvelles démocraties occidentales connurent elles aussi une période de déclin. Les grandes déclarations libérales sur le libre fonctionnement des forces du marché et sur la survie des meilleurs dissimulaient une incapacité à résoudre les conflits sociaux et la corruption qui gangrenait la sphère publique. Le culte de la force fut tel que le partage et le contrôle du pouvoir étaient considérés comme de la faiblesse. Les hommes politiques obtenaient le soutien de la société en usant de techniques « de mobilisation » : la politique, c'était l'art de diviser la société en amis et ennemis (Carl Schmitt). Les régimes démocratiques commencèrent à se fissurer sous la pression des populistes, capables de mobiliser les masses. Le lien qui unissait le dirigeant à son peuple n'était pas froid, rationnel, mais exalté, émotionnel. Le sociologue italien Vilfredo Pareto – un fervent partisan de la démocratie devenu son ennemi juré du fait de cette irrationalité dont se servaient les dirigeants démocratiques pour gagner le soutien de l'opinion – affirmait que la classe dirigeante devait, pour se hisser et se maintenir au pouvoir, utiliser le *résidu*, ces préjugés ancrés au plus profond de l'opinion publique.

Les hommes politiques en activité après 1945 avaient en grande majorité vécu l'effondrement des démocraties entre les deux guerres mondiales. C'est pourquoi une valeur libérale fondamentale, la dignité de l'être humain, connut une seconde jeunesse : le contrôle du pouvoir redevint la question primordiale. C'est pourquoi on changea non seulement les systèmes constitutionnels, qui virent la réduction du pouvoir du parlement au profit du gouvernement, on limita les compétences des divers députés et on instaura une juridiction constitutionnelle moderne, mais on changea aussi de style de politique : la politique de mobilisation fut remplacée par une politique de consensus constitutionnel et de négociation.

On cessa de considérer comme un bon politicien celui qui écrasait son adversaire ; dorénavant, on considérait comme tel celui qui était capable de trouver, dans le chaos des conflits d'intérêts, le plus grand dénominateur commun. En outre, à tout le moins dans le cas de l'Allemagne, l'administration du pays par les forces d'occupation des Alliés influa considérablement sur les débuts du système politique.

Mais la Tchécoslovaquie d'après novembre 1989 n'avait pas fait l'expérience de l'effondrement des démocraties de l'entre-deux-guerres. La société traversa un cycle révolutionnaire classique, dans lequel émergèrent peu à peu des forces radicales. L'enjeu n'était pas de récupérer quelques miettes, comme l'exprima fort justement le Premier ministre slovaque Mečiar, mais de lutter pour le pouvoir. Il s'agissait de faire partie de « la relève » du pouvoir politique. L'équipe dirigeante est portée au pouvoir par la révolution, et ce sont généralement les dissidents qui la composent. Mais ceux-ci sortent rarement vainqueurs d'une lutte acharnée pour le pouvoir dans laquelle le populisme tient le haut du pavé. D'ailleurs, les salles de conférences sièent généralement mieux aux dissidents que les places publiques.

Dans une société post-communiste en effervescence, les conditions sont particulièrement propices à la politique de mobilisation. La société est déstabilisée et se laisse facilement posséder par un leader capable de susciter l'espoir. Cependant, les thèmes que l'on peut aborder et utiliser pour mobiliser sont peu nombreux. S'ils doivent diviser la société en « amis et ennemis », seul l'un d'entre eux pourra être dominant.

À quelles exigences doit répondre un thème de division ? Il doit d'abord servir de critère de sélection pour savoir qui est des nôtres et qui est l'ennemi. Ensuite, il doit permettre à « l'ami » de s'auto-identifier et lui donner un sentiment de supériorité. En même temps, il doit être une étiquette aisément utilisable pour disqualifier l'ennemi aux yeux de l'opinion.

Dans les pays post-communistes, seuls deux thèmes de division se sont imposés, principalement dans les premières années de la transformation : national et anticommuniste. La Tchécoslovaquie est une parfaite illustration de ce qui fait que tel ou tel thème deviendra dominant : en République tchèque, qui voyait les deux décennies de normalisation comme les années de son plus profond déclin dans l'histoire moderne, le « refus du passé » fut le plus grand dénominateur commun de la population, à l'exception de ceux qui restèrent partisans et membres du parti communiste. Le thème national n'était pas vivace ; le nationalisme tchèque naquit plutôt, comme l'a remarqué Milan Znoj, du sentiment de défaite engendré par les aspirations slovaques à l'indépendance.

En Slovaquie, la situation était très différente. Les ambitions nationales de la Slovaquie ne s'étaient pas réalisées. Au moment où les Pays baltes reprirent leur liberté, beaucoup d'hommes politiques slovaques commencèrent à entrevoir une opportunité d'indépendance pour la Slovaquie. Les vingt ans de normalisation avaient pourtant été, en Slovaquie, les années de la plus rapide modernisation du pays, et l'oppression politique y était beaucoup moins tangible qu'en République tchèque. L'expérience passée et communément partagée est donc ce qui détermine quel thème de division sera dominant. Ajoutons que ces différences ont rendu impossible, en 1992, une victoire électorale en Slovaquie et dans les Pays tchèques avec un programme politique unique.

Naturellement, la politique de mobilisation et les techniques de division de la société n'ont pas grand-chose de commun avec l'évolution que connaissent les démocraties libérales modernes, dont l'existence et la chute dépendent du statut de la citoyenneté. Le concept d'égalité des droits (de l'homme) est la clé de voûte de la stabilité sociale ; sans lui, ce serait l'effondrement. La reconnaissance constitutionnelle des droits de l'homme, le contrôle de leur respect par le conseil constitutionnel et la possibilité de les invoquer – même en cas de litige avec l'État – sont à la base de la politique de *consensus constitutionnel* qui contribua dans une large mesure à l'extraordinaire stabilité des démocraties occidentales après la Seconde Guerre mondiale.

Les pays post-communistes n'ont jamais fait l'expérience pratique du concept universel de citoyenneté. La citoyenneté y fut toujours élitaire : certains groupes de citoyens étaient, selon le mot d'Orwell, « plus égaux que d'autres ». Les renversements de régime étaient liés à une redistribution des privilèges. Dans les Pays tchèques, par exemple, nous avons connu au cours du XX<sup>e</sup> siècle cinq renversements de régime : 1918, 1938, 1948, 1968, 1989. Tous ces bouleversements n'ont pas été seulement synonymes de changements de gouvernement, ils représentaient aussi un profond changement de statut pour tout un groupe de population. Ce qui était moral avant le bouleversement (par exemple le loyalisme à l'égard de l'empereur avant 1918) ne l'était plus après.

Le rideau de fer tomba en 1989. Les dissidents se mirent, quasiment du jour au lendemain, à exercer le pouvoir politique. Plus précisément : le pouvoir revint au groupe de dissidents modérés (libéraux) qui défendaient les droits de l'homme et ne faisaient pas la guerre aux communistes. Ils purent subitement réaliser leur rêve libéral : transformer leur pays en une démocratie libérale moderne.

*Quid des anciens communistes ? Pour les dissidents libéraux, l'affaire était entendue : il était grand temps de briser le cercle des fautes et des injustices : si nous réussissons (enfin !) à fonder un État de droit, il nous faut régler la question du passé selon le droit. Les anciens communistes sont aussi des citoyens, et leur citoyenneté ne doit pas être « élitaire ».*

C'était évidemment un point de vue politiquement très fragile. Au début de la révolution, on ne faisait pas de distinction. Un communiste fut même cofondateur du Forum civique. Mais, avec le temps, la société commença à se radicaliser. Avec l'introduction du capitalisme, tout le monde n'était naturellement pas sur la même ligne de départ. Les différences n'étaient pas l'argent, le régime communiste étant fondé sur des privilèges « en nature ». La véritable richesse, c'était d'avoir des connaissances et des réseaux : ceux qui en disposaient étaient une frange plus ou moins grande de l'ancienne « nomenclature ». Ce n'étaient pas les employés de l'appareil du parti, mais les membres du parti présents dans les banques, à la direction des entreprises, dans le commerce extérieur. Les dirigeants des entreprises avaient, dès avant la révolution, un rapport de quasi-propriété avec les entreprises – l'opportunité s'offrait maintenant à eux de légaliser leurs « *entitlements* ». La population ne pouvait que regarder, abasourdie, les chantres de la société sans classes se métamorphoser en capitalistes.

Il n'est pas étonnant que cela ait soulevé une vague d'indignation dans l'opinion. Après l'abolition de la censure, la presse se mit à publier des informations dévoilant les véritables dessous du fonctionnement du régime communiste. La plupart des gens, qui n'osaient pas exprimer publiquement leur désaccord sous le régime précédent, voulaient obtenir réparation de l'humiliation subie. Elle voulait un bouc émissaire. Le fait que l'un des premiers journalistes à avoir écrit de virulents articles exigeant la condamnation de tous les communistes (et critiquant les dissidents qui avaient été un jour membre du parti) ait été un ancien agent de la StB (police politique) relève de la triste logique des retournements de veste inhérents aux renversements de régime.

Il était impossible de ne pas remarquer le capital politique qui s'accumulait ainsi dans la société. En Tchécoslovaquie, les hommes politiques qui s'en saisirent étaient ceux qui se proclamaient conservateurs et de « droite ». Beaucoup d'entre eux, comme c'est fréquemment le cas, étaient soit d'anciens communistes, soit des gens qui n'avaient jamais osé ouvrir la bouche sous l'ancien régime. Ils partirent après coup à l'attaque contre l'ennemi terrassé. L'argument était clair : si nous ne punissons pas « l'auteur du mal », nous ne dissuaderons pas les nouveaux tyrans de tenter de prendre le pouvoir.

L'argument ne tient pas pour de nombreuses raisons. Premièrement, il n'est pas historique. Il suppose que les gens qui soutenaient la prise du pouvoir par les communistes voulaient « faire le mal ». C'est une erreur : après la guerre, après que le pays se fut libéré du

fascisme, et après la déception de Munich, les communistes étaient le symbole d'une « meilleure » démocratie, de la démocratie populaire. Mettre en garde contre l'URSS signifiait reprendre les arguments de Karl Hermann Frank<sup>1</sup>. Cette rhétorique était alors interdite, non pas à cause de la censure, mais à cause de l'héritage du Protectorat. Il est pratiquement certain que les dirigeants eux-mêmes ne soupçonnaient pas où mènerait la suppression du contrôle du pouvoir.

Deuxièmement, les pires violations des droits eurent lieu dans les années 50. À la fin des années 80, les régimes communistes étaient plus des « oligocraties » à bout de souffle que des régimes totalitaires. Contrairement aux régimes fascistes, ils ne furent pas vaincus pendant la guerre, mais étaient membres de toutes les institutions internationales.

Troisièmement, pour recouvrer ses esprits après un régime communiste, la solution est-elle de rechercher un « bouc émissaire » ? La frontière entre le bien et le mal passe-t-elle entre les gens ou par le cœur de chaque humain ? Gorbatchev était-il un réformateur qui libéra le monde ou un apparatchik communiste qui était membre du parti à l'époque où celui-ci commettait ses crimes ? Ou bien les deux ? Ne devrions-nous pas plutôt sonder notre propre conscience et nous demander comment nous avons « tenu » sous l'ancien régime ? Car il n'est pas possible de vivre quarante (ou soixante-dix) ans sous un régime de ce type sans se « salir » d'une façon ou d'une autre !

Les lustrations se révélèrent un instrument utile dans la lutte politique. Les révélations décrivant comment l'ancienne « nomenclature » se transformait en classe capitaliste attisaient la colère de l'opinion, de plus en plus sensible au mythe de la « révolution volée » : il ne se serait en rien agi d'une révolution, mais la StB et le KGB auraient marchandé avec les dissidents la remise du pouvoir contre des biens. En réalité, ceux qui surent le mieux s'adapter au nouveau contexte furent les personnes les plus « pragmatiques » situées aux échelons inférieurs de la nomenclature, qui n'avaient qu'une influence insignifiante sur la politique du parti. Cela rappelle fortement le rôle joué au début du siècle par l'antisémitisme, qui réussit, par des artifices dignes des bonimenteurs de foire, à faire passer le processus complexe par lequel les juifs investirent des postes importants dans le secteur financier et les professions libérales pour un des éléments d'un prétendu complot mondial. Les données et les problèmes du monde réel entrèrent ainsi subitement dans le domaine de l'absurde.

La loi de lustration qui fut présentée au Parlement avait un objectif rationnel : empêcher les personnes qui avaient pris part aux actes illégaux commis par le régime précédent d'occuper des postes importants. Il fallait prouver cette participation. Au Parlement, « la droite » modifia le texte de telle sorte que la loi visait les membres de certaines organisations, sans chercher à savoir s'ils s'étaient rendu ou non coupables de quoi que ce soit. En d'autres termes, tout un groupe de personnes fut privé de l'égalité des droits. Ce qui allait à l'encontre des conventions internationales que le nouvel État s'était engagé à inscrire dans la Constitution.

Les dissidents libéraux prirent position contre les lustrations. Non parce qu'ils voulaient couvrir les collaborateurs qui se trouvaient parmi eux (cet argument, parfois évoqué dans les articles de conservateurs occidentaux, est offensant, surtout à l'égard de Michnik), mais parce qu'à leurs yeux les lustrations procédaient d'une politique populiste de confrontation fondée, comme après la Première Guerre mondiale, sur la division de la société. Ils craignaient qu'une politique de confrontation finisse par tellement polariser la société qu'il deviendrait impossible de résoudre le conflit dans le cadre des institutions démocratiques. Ces craintes n'étaient pas infondées : dans les Balkans, par exemple, la politique nationaliste de confrontation mena à la guerre. Dans d'autres pays non plus la situation n'est pas stable : le

---

<sup>1</sup> Secrétaire puis ministre d'État du Protectorat.

processus d'éclatement d'une société dure un certain temps. Il s'écoula quinze ans entre la fin de la Première Guerre mondiale et l'arrivée de Hitler au pouvoir.

Les dissidents ont perdu. La société ne comprenait pas que les lustrations signifiaient en réalité revenir à une politique de « lutte des classes » qui ne disait pas son nom. Elle ne comprenait pas qu'une politique de consensus constitutionnel impose que seule une décision de justice soit en mesure de limiter les droits civils. Pour elle, les dissidents étaient devenus les « défenseurs des communistes ». Le parti dirigé par les dissidents perdit deux tiers de ses membres et la majorité de ses électeurs après l'adoption de la loi de lustration.

Les lustrations ne sont toutefois que l'un des exemples du rôle que joua l'anticommunisme. Rappelons le cas Mareček, ex-dissident qui fit la grève de la faim et menaça de se laisser mourir, ce qui par la suite se révéla être une imposture. Ce cas était lié à la dure campagne anticommuniste menée dans les médias. Puisque les lustrations ne pouvaient à l'évidence étancher la « soif de justice », le Parlement adopta en 1993 une loi sur l'illégalité du régime communiste – encore une norme anticonstitutionnelle que le Conseil constitutionnel n'eut pas, pour des raisons politiques, le courage de changer. L'anticommunisme justifia en second lieu la politisation de l'administration publique, qui consistait à récompenser les amis du parti en leur réservant les postes haut placés et à en faire une source de revenus pour financer les campagnes électorales. L'anticommunisme justifia la marginalisation du nouveau parti communiste, qui, à partir des élections de 1992, n'obtint pas de représentation proportionnelle au Parlement. Cela rendit impossible la formation de coalitions gouvernementales logiques. Les intentions de vote en faveur du nouveau parti communiste ostracisé progressèrent après l'échec de la transformation, parce que les électeurs le considéraient comme le seul parti qui ne s'était pas discrédité en y participant.

Popper avait raison : une société privée de tradition libérale comprend difficilement que seule une politique de consensus institutionnel, une politique sans haine, peut assurer sa stabilité. Mais ce type de politique nous est encore étranger. Nous assistons actuellement, sur la scène politique tchèque, à la formation – pour des raisons purement rationnelles – d'un front national contre le communisme.

*Traduit du tchèque par Carole Paris-Formánek*